



CONVENTION DE TRAVAUX ET D'OCCUPATION TEMPORAIRE RELATIVE
AUX TRAVAUX D'AMENAGEMENTS DU TRAM'BUS

ENTRE

Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour dont le siège est situé 15 avenue Foch - 64100 BAYONNE, représenté par Monsieur Claude OLIVE, son président, dûment habilité par le comité syndical en date du 29 Mars 2017

Ci-après désigné par le terme « SMPBA »

d'une part,

ET

Les propriétaires des n° 7, 9, 11, 13, 15, 17 et 19 de l'Impasse Le Proye à Boucau

Ci-après désigné « le Propriétaire »

d'autre part,

désignés ensemble dans ce qui suit par le terme « les parties ».

EXPOSE

Le Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour (SMPBA) est un syndicat mixte régi par les dispositions du code général des collectivités Territoriales. Le SMPBA est l'autorité organisatrice de la mobilité dans le ressort territorial des personnes publiques le composant en vertu de l'article L 1231-1 du code des transports et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015.

Les travaux d'aménagements du Tram'Bus ont pour but la mise en circulation d'un nouveau véhicule, tout électrique, proposant à la fois une alternative au tout voiture et une offre plus compétitive aux usagers. Le projet global prévoit la réalisation de deux lignes. La ligne 1 permettra une liaison Est/Ouest (du terminus Navarre à Bayonne jusqu'au terminus Javalquinto à Biarritz) et la ligne 2 sera une ligne structurante Nord/Sud qui reliera Tarnos (Terminus de Garros) à Bayonne sud (P+R sud).

Le SMPBA, en sa qualité de maître d'ouvrage, a confié la maîtrise d'œuvre des travaux d'aménagement de Tarnos à la société EGIS, par marché n°16-001 notifié le 18 mars 2016.

L'aménagement du Tram'Bus va nécessiter la réalisation de certains travaux en partie privative afin d'harmoniser les espaces du domaine public et ceux du domaine privé, notamment au droit de certains trottoirs longeant les propriétés.

Les aménagements liés au Tram'Bus sur Boucau prévoient la réalisation d'aménagement piétonnier et/ou d'espaces verts. A ce titre, il est nécessaire d'intervenir sur une partie du sol des parcelles,

citées ci-après, afin de libérer les emprises publiques existantes et de recréer une limite physique entre les espaces publics et les parcelles privées.

EN CONSEQUENCE,

LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIV

ARTICLE 1 – OBJET

Par la présente, le Propriétaire donne son accord pour que les travaux d'aménagements des trottoirs du Boulevard Jacques Duclos soient réalisés jusqu'à la limite de propriété dont l'arrêté d'alignement individuel a été pris par le Département des Pyrénées Atlantiques le 02 Juillet 2019.

Ces aménagements s'étendent sur environ 150m en limite de 7 parcelles distinctes.

En contrepartie, le SMPBA s'engage à respecter les points suivants :

1 - En amont des interventions, un constat d'huissier sera effectué par les entreprises mandatées pour la réalisation du projet.

2 – Les travaux projetés sur la partie du terrain du Propriétaire comprennent, dans le cadre des aménagements la réalisation d'un muret en limite de propriété dont la hauteur varie de 0 à 40cm.

Ceux-ci seront complétés par :

- L'abattage d'une haie située sur la limite de propriété.
- La mise en œuvre d'un grillage à maille renforcée, d'une hauteur 1,75m, sur le futur muret ou en continuité de celui-ci pour les propriétés où il n'y aura pas nécessité de le réaliser.
- Le grillage, qui ne serait pas réalisé sur muret, comportera un soubassement de 25 cm en partie inférieure.
- La création d'une haie variée persistante constituée de trois essences, à savoir :
 - *Acca sellowiana* d'une hauteur comprise entre 1,25 et 1,50m,
 - *Viburnum lucidum* d'une hauteur comprise entre 1,25 et 1,50m,
 - *Laurus nobilis* d'une hauteur comprise entre 1,25 et 1,50m.

Cette haie sera plantée à environ 1,50m à l'intérieure des propriétés. A la livraison des aménagements, celle-ci sera entretenue par le Propriétaire.

3- Pour garantir la bonne exécution des travaux, en l'absence de plan de récolement permettant de définir avec précision la composition de la structure sous enrobé existant, des sondages complémentaires pourront être réalisés avant démarrage des travaux.

ARTICLE 2 – IMPACT FONCIER

Aucun impact foncier n'est dû à cette opération.

ARTICLE 3 – IMPACT FINANCIER

Les travaux d'aménagement situés au droit de la partie privative, seront réalisés dans le cadre des aménagements du Tram'Bus et, à ce titre, seront intégralement pris en charge par le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour.

A titre informatif, le montant total des travaux sur l'ensemble des emprises privées est estimé à 23 837,24 € HT.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties et prendra fin à la livraison du projet d'aménagement sur l'ensemble de la commune de Boucau.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE – ASSURANCE

Dans la mesure où il serait avéré que l'origine d'un dommage relèverait spécifiquement des travaux réalisés dans le cadre des aménagements du chantier Tram'Bus tels que définis à l'article 2 des présentes, le SMPBA et toute entreprise missionnée à l'effet d'effectuer ces interventions sur l'emprise, seront solidairement responsables dans les conditions du droit commun des dommages de toute nature causés par elles-mêmes ou leurs préposés sur les précédentes propriétés citées à Boucau.

Dans le cadre des travaux d'aménagement réalisés pour le Tram'Bus, l'aménagement des trottoirs et des espaces verts ne pourra qu'améliorer la situation existante.

Le propriétaire aura tout loisir de diligenter les experts requis le cas échéant pour faire établir les constats d'usage avant réalisation des ouvrages par les entreprises mandatées par le chantier TramBus.

Le SMPBA et toute entreprise missionnée à l'effet déclarent être assurés pour leur responsabilité civile professionnelle auprès d'une compagnie notoirement solvable pour tous les dommages matériels et immatériels consécutifs à l'exécution de l'intervention par son personnel ou ses collaborateurs et s'engagent à maintenir ces assurances pendant toute la durée des présentes.

ARTICLE 6 – DROIT APPLICABLE – LITIGES

La présente convention est régie par le droit français.

Le cas échéant, les parties s'engagent à tenter de régler leurs litiges de façon amiable. En cas de non règlement par accord amiable, le Tribunal Administratif compétent sur le périmètre des travaux ainsi que sur le lieu du siège social du SMPBA sera compétent.

Fait à Bayonne, le 24 Septembre 2019

En 2 exemplaires originaux.

Les propriétaires (nom + signature),

M LAMOTTE
PO M RAY
G. Ray

CURUTCHET

Curutchet

CHANKAL

Chankal

Pour le SMPBA,

Le Président,
Claude OLIVE



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 22/11/2019

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 22/11/2019